

Le Baromètre Politique Français (2006-2007) CEVIPOF - Ministère de l'Intérieur

1^{ère} vague – Printemps 2006

LA JEUNESSE DANS LA CRISE DU CPE, UN AN AVANT L'ELECTION
PRESIDENTIELLE DE 2007 :
PROTESTATION, POLITISATION, DEFIANCE, DISTANCE ?

Anne MUXEL
avec la collaboration de Viviane Le HAY

CEVIPOF

Centre de Recherches Politiques de Sciences Po



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE L'AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE

Enquête réalisée par :

ifop

Les données du BPF 2006-2007 ont été produites par le CEVIPOF avec le soutien du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Le BPF 2006-2007 se déroule en quatre vagues de mars 2006 à janvier 2007, réalisées par l'IFOP.

Les données seront également déposées au Centre de données socio-politiques de Sciences Po au printemps 2007.

Citation du Baromètre Politique Français

Pour toute utilisation du Baromètre Politique Français ou de ses résultats, il convient d'utiliser la citation suivante :

- « Baromètre Politique Français (2006-2007) CEVIPOF-Ministère de l'Intérieur».

Un acronyme peut-être utilisé :

- « BPF (2006-2007) CEVIPOF-Ministère de l'Intérieur ».

Il convient d'accompagner toute citation d'une note de bas de page indiquant:

- "Les données du BPF 2006-2007 ont été produites par le CEVIPOF avec le soutien du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Le BPF 2006-2007 se déroule en quatre vagues de mars 2006 à janvier 2007 réalisées par l'IFOP. Les données seront également déposées et disponibles auprès du Centre de données socio-politiques de Sciences Po au printemps 2007".

Pour plus d'informations, contactez : viviane.lehay@sciences-po.fr

La jeunesse dans la crise du CPE, un an avant l'élection présidentielle de 2007 : protestation, politisation, défiance, distance ?

La mobilisation contre le CPE a mis une fois de plus une partie de la jeunesse sur le devant de la scène politique française. Depuis une vingtaine d'années, quel que soit le type de réforme touchant au système éducatif ou aux dispositifs d'articulation entre le système de formation et l'emploi, et quels que soient le gouvernement ou le camp politique qui en soient à l'origine, une opposition systématique menée par les mouvements étudiants et lycéens, plus ou moins organisés au sein de coordinations autonomes ou de représentations syndicales, bloque le processus et conduit au retrait du projet. Après deux mois de manifestations qui ont mis dans la rue plusieurs centaines de milliers de jeunes, pour la plupart étudiants, et vu s'exprimer des formes de contestation assez radicales, le gouvernement de Dominique de Villepin a fini par s'incliner, et ce d'autant plus que l'opinion publique était très largement ralliée à la protestation. Les deux tiers des Français étaient pour le retrait de la réforme et près de huit jeunes sur dix.

Ce nouvel épisode révèle l'ampleur des profonds dysfonctionnements qui touchent le système de formation français et les conditions de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes générations quels que soient leurs niveaux de diplôme et de qualification. Un sentiment de vulnérabilité et de précarisation s'est largement diffusé au sein des catégories de la jeunesse jusqu'à présent relativement préservées. Le partage relatif de cette même expérience générationnelle, où somme toute les risques de déclassement pour les diplômés et d'exclusion pour les non diplômés, sont perçus comme faisant partie d'une même communauté de destins, éclaire l'importance de la mobilisation, et son soutien par une large partie de l'opinion.

Mais cette mobilisation est aussi emblématique et exemplaire des formes actuelles de politisation de la jeunesse dans le contexte français. Tout d'abord, elle confirme la forte réactivité politique des jeunes, et surtout de la jeunesse scolarisée, dès lors qu'un enjeu particulièrement impliquant ou grave paraît menacer des valeurs universalistes auxquelles ils sont attachés (par exemple, la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle de 2002) ou que le pouvoir en place cherche à réformer le système de formation. Ensuite, ce mouvement contre le CPE traduit le potentiel protestataire alimenté par une forte dynamique de « politisation négative » à l'œuvre dans l'ensemble de la population, mais encore plus intensément au sein des jeunes générations. Plus réactive et défensive qu'offensive et propositionnelle, cette forme de politisation débouche souvent sur la revendication d'un statu quo plutôt que sur des projets résultant d'identifications positives et porteuses de véritables alternatives. S'y expriment d'abord le mécontentement ainsi qu'une volonté de sanctionner les gouvernements en place. Plus largement, cette mobilisation traduit une fois de plus le malaise général à l'égard de la représentation politique qui sévit en France depuis maintenant une vingtaine d'années. Particulièrement accentué dans les jeunes générations, ce malaise contribue à creuser un vrai déficit de confiance à l'égard de la classe politique dans son ensemble et tout particulièrement vis-à-vis des grands partis de gouvernement. Enfin, cette mobilisation n'a pas été sans révéler les fractures sociales et politiques qui sont à l'œuvre au sein même de la jeunesse.

La première vague du BPF qui s'est déroulée en plein mouvement de protestation contre le CPE est particulièrement intéressante parce qu'elle donne à voir, au cœur d'une situation de crise, le visage politique des jeunes tout en permettant de comprendre ce qui les

rapproche et ce qui les différencie de leurs aînés ainsi que les conflits internes à leur groupe d'âge.

1. Des jeunes porteurs du malaise social et politique des Français

Bien des phénomènes qui caractérisent le rapport des jeunes à la politique se retrouvent dans l'ensemble de la population. Tel un miroir grossissant, ils en accentuent souvent les traits les plus saillants, mais ils participent pour l'essentiel à une dynamique d'attitudes et de comportements qu'ils partagent avec leurs aînés.

Ainsi observe-t-on, certes avec quelques inflexions significatives, le même malaise à l'égard de la représentation politique qui caractérise le rapport des Français à la politique : une défiance importante à l'égard de l'ensemble de la classe politique, un affaiblissement des identifications politiques structurées à partir du clivage gauche-droite, un faible intérêt pour la politique, enfin un potentiel protestataire élevé.

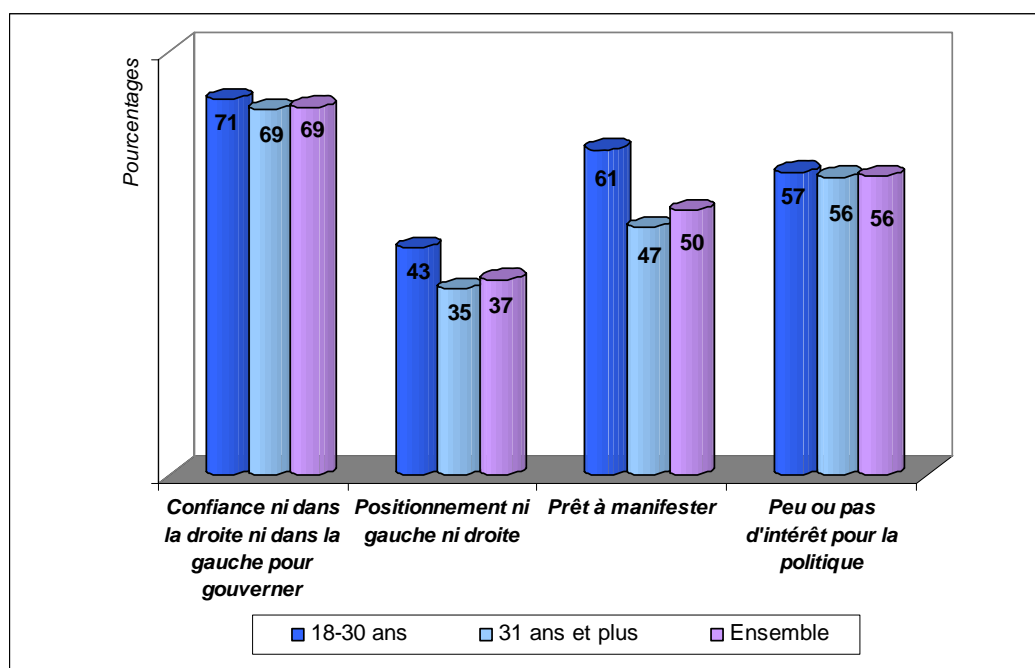
Le déficit de confiance apparaît tout particulièrement important, et signale l'ampleur du malaise ressenti non sans conséquence sur les choix qui seront établis lors des prochaines échéances électorales de 2007. La classe politique a là un véritable défi à relever, notamment pour convaincre les nouveaux électeurs dont les choix ne seront pas sans peser sur le verdict des urnes. Plus des deux tiers des Français (69%) n'ont confiance ni dans la gauche ni dans la droite pour gouverner, et 71% des 18-30 ans. Ce résultat doit être rapproché de la difficulté ressentie par un nombre sans cesse croissant de Français pour se positionner dans le cadre du clivage gauche-droite : près d'un Français sur quatre se définit ni de gauche ni de droite (37%), et les jeunes sont encore plus nombreux (43%) à ne pas se reconnaître dans un espace politique défini par la bipolarité gauche-droite. Un fossé s'est donc gravement creusé entre les Français et leur représentation politique, que traduit d'ailleurs le faible intérêt qu'ils portent à la politique, jeunes et moins jeunes confondus : 56% s'intéressent peu ou pas du tout à la politique, 57% des 18-30 ans, et les femmes apparaissent encore plus en retrait (65% des Françaises âgées de 31 ans et plus, et 64% parmi celles qui ont entre 18 et 30 ans ne s'intéressent pas à la politique).

Ce malaise à l'égard de la représentation politique se traduit aussi par une forte disposition protestataire. Un Français sur deux (50%) se dit prêt à participer à une manifestation pour défendre ses idées, et davantage encore les hommes que les femmes (54% contre 40% des femmes parmi les 31 ans et plus) et près de deux jeunes sur trois parmi les 18-30 ans (62%). Les plus jeunes (67% des 18-24 ans) se montrent encore plus déterminés ainsi que les jeunes hommes (66% contre 57% des jeunes femmes âgées de 18 à 30 ans).

Le potentiel protestataire des jeunes est toujours plus élevé, mais cette enquête confirme la diffusion de cette disposition à d'autres catégories d'âge et de population. Si celui-ci ne débouche pas nécessairement sur une participation réelle à des manifestations, il signe en tout cas une légitimation croissante de la protestation dans l'opinion.

La crise du CPE n'est sans doute pas étrangère à ces chiffres importants révélant une population française particulièrement réactive et potentiellement mobilisable pour faire entendre son mécontentement ou des revendications autrement que par la voie des urnes. A un an des échéances électorales de 2007, cette propension à la protestation doit être prise en compte et circonscrit pour l'ensemble de la classe politique une marge de manœuvre étroite pour établir sinon des réformes en tous cas des propositions crédibles.

Graphique 1. Persistance et amplification au sein des jeunes générations d'une crise de la représentation politique



Les jeunes partagent avec leurs aînés non seulement un même malaise politique mais aussi un même malaise social. Sur le terrain des inquiétudes et des préoccupations concernant leur situation personnelle ou l'état de la société française aujourd'hui, les diagnostics portés sont assez similaires.

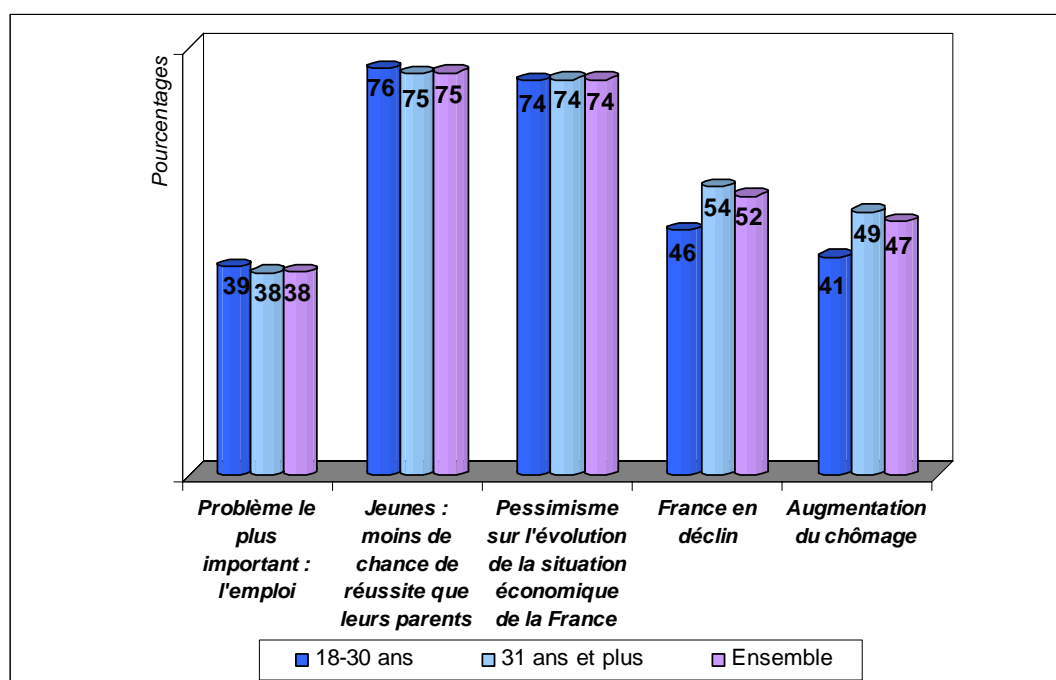
C'est la question de l'emploi, avec bien sûr à la clé la préoccupation du chômage, qui arrive en tête, et de loin, parmi les problèmes jugés comme les plus importants. Près de quatre jeunes sur dix (39%) le citent en premier, rejoignant là le point de vue des Français dans leur ensemble (38%). Ils partagent aussi un même avis sur l'évolution du chômage dans la période récente et sont presque aussi nombreux à considérer qu'il a augmenté (41% des 18-30 ans et 47% de l'ensemble des Français), et les femmes quel que soit leur âge sont encore plus nombreuses que les hommes à porter un tel verdict (49% des femmes contre 33% des hommes parmi les 18-30 ans et 55% des femmes contre 42% des hommes parmi les 31 ans et plus).

Les jeunes, même s'ils apparaissent un peu plus modérés, partagent avec leurs aînés une vision assez équivalente d'une France plutôt en déclin : 46% des premiers et 54% des seconds se retrouvent sur cette appréciation. Les thèmes du déclin sont évalués de façon à peu près identique, sauf en ce qui concerne le pouvoir d'achat ou encore la recherche et l'innovation qu'ils jugent un peu moins sévèrement (respectivement 64% des 18-24 ans contre 74% des Français et 24% des 18-24 ans contre 32% des Français les jugent en régression).

Un pessimisme particulièrement fort touche toutes les générations. Les trois quarts des Français quel que soit leur âge (74%) se déclarent pessimistes sur l'évolution de la situation économique en France. Et il faut considérer ces chiffres à l'aune de l'importance de la crise que la France vient de traverser. Mais ce pessimisme n'apparaît pas seulement conjoncturel. Il s'enracine dans une profonde inquiétude partagée par toutes les générations

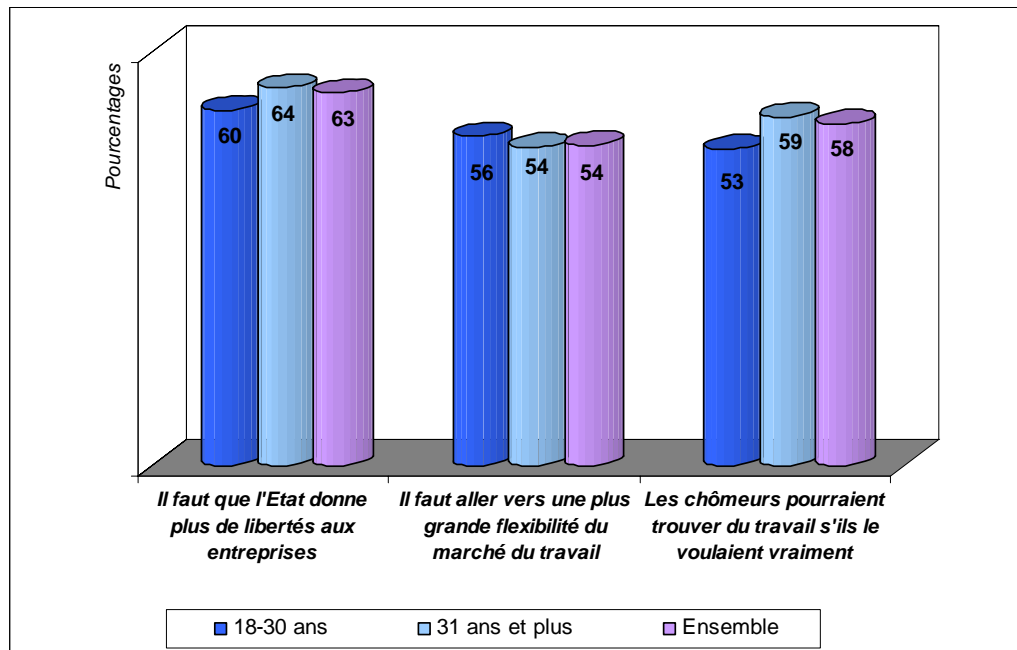
face à l'intégration des jeunes dans la société et à l'avenir qui sera le leur. Les trois quarts des 18-30 ans et les trois quarts de l'ensemble des Français considèrent que les jeunes d'aujourd'hui réussiront moins bien que leurs parents (76% et 75% respectivement). Il faut voir dans ce résultat une explication de la dynamique d'opinion à l'œuvre dans le mouvement de mobilisation contre le CPE. L'entrechoc d'un malaise politique et d'un malaise social, affectant toutes les générations, à l'occasion d'une mesure touchant le droit du travail, soit un enjeu symbolique particulièrement sensible, a, sans doute, favorisé et entretenu l'ampleur de la protestation.

Graphique 2. Partage avec leurs aînés d'un même pessimisme et de préoccupations articulées à partir de la question de l'emploi



Au vu des indicateurs mobilisés par la première vague du BPF, l'opinion donne à voir plutôt une situation de crise et de blocage. Mais l'enquête fait aussi ressortir, contre toute attente, une réelle demande de réformes en matière de chômage et d'emploi, pourtant dans une conjoncture d'opposition dominante à la réforme du CPE. Ainsi les deux tiers des Français (63%), et une proportion semblable parmi les 18-30 ans (60%), considèrent-ils que l'Etat doit donner plus de libertés aux entreprises. Une large majorité de Français quel que soit leur âge s'accorde sur le fait que les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment. Ils sont encore une majorité à penser que pour obtenir une diminution durable du chômage il faut une plus grande flexibilité du marché du travail (54% des Français et 56% des 18-30 ans) ; ils ne sont que 44% (proportion identique parmi les 18-30 ans) à envisager qu'il est possible d'y parvenir en maintenant les droits actuels des salariés. En plein mouvement d'opposition contre le CPE, ces chiffres laissent quelque peu perplexe. Ils montrent à quel point l'opinion est en demande de solutions et s'avoue quelque peu désespérée sur ces questions, et ce même si la protestation a occupé le devant de la scène, et l'occupera encore vraisemblablement dès lors qu'un autre projet de réforme se profilera à l'horizon.

Graphique 3. Une demande sous-jacente de réformes en matière d'emploi et de chômage



Cet apparent paradoxe montre tout d'abord qu'il n'y a pas toujours convergence, loin de là, entre les attitudes et les pratiques en matière de politique et d'opinion publique. Mais surtout, il confirme la présence d'un divorce de plus en plus accusé entre la classe politique et l'ensemble des Français, la crise de confiance bloquant tout processus politique de transformation de la société touchant à certains aspects pourtant particulièrement problématiques tels que la situation de l'emploi. Enfin, cet apparent paradoxe rappelle la demande de changement et la volonté des Français que quelque chose se passe pour sortir du blocage, de la crise et du processus de précarisation qui affectent bien des secteurs de la société. Les jeunes ne font qu'accuser un peu plus encore que les autres les tensions sociales et politiques entretenues par cette situation. Sans doute sont-ils davantage traversés que leurs aînés par un conflit entre, d'une part, les valeurs et les idéaux au nom desquels ils se mobilisent sur la scène politique, et, d'autre part, la reconnaissance de la nécessité de mener des réformes.

2. Des jeunes porteurs de traits générationnels spécifiques

Si les jeunes Français partagent avec leurs aînés un certain nombre d'attitudes et de comportements politiques face à la situation politique et à l'évolution de la société française, sur certaines dimensions, et notamment sur le terrain des valeurs, ils témoignent de réelles spécificités. Celles-ci ne sont pas sans conséquences sur leurs choix politiques.

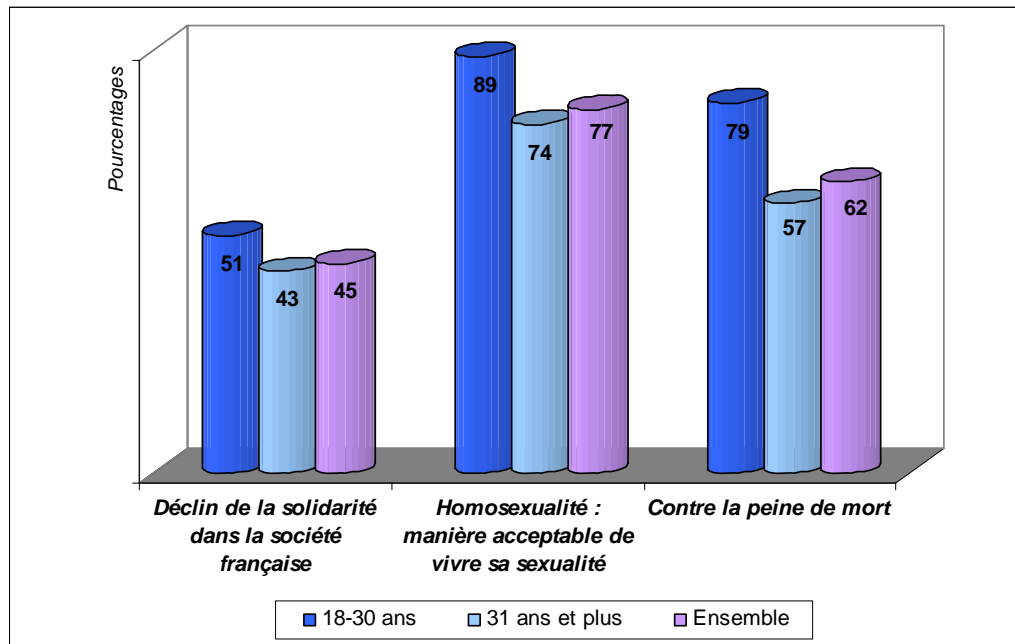
Parmi ces traits générationnels spécifiques, la première vague du BPF confirme l'attachement des jeunes aux valeurs universalistes et leur libéralisme culturel plus accentué que parmi leurs aînés.

Ainsi se montrent-ils attentifs aux thématiques de l'égalité et de la solidarité. Ils sont un peu plus nombreux que le reste de la population à évoquer en premier la question des inégalités parmi les problèmes importants auxquels la France est confrontée (25% des 18-30 ans contre 20% des 31 ans et plus). Et ils sont nettement plus nombreux à considérer la France plutôt en déclin par rapport à la solidarité dans la société (51% des 18-30 ans contre 43% parmi les 31 ans et plus).

Mais c'est surtout en matière de permissivité que leurs réponses tranchent singulièrement avec celles de leurs aînés. Si les trois quarts des Français (77%) acceptent et reconnaissent l'homosexualité, les jeunes sont encore plus nombreux à considérer qu'elle est une manière acceptable de vivre sa sexualité (89% des 18-30 ans).

Cela fait un certain temps que la suppression de la peine de mort est acceptée par une majorité de Français, mais les jeunes sont toujours plus nombreux à se déclarer contre (79% des 18-30 ans et seulement 57% des 31 ans et plus).

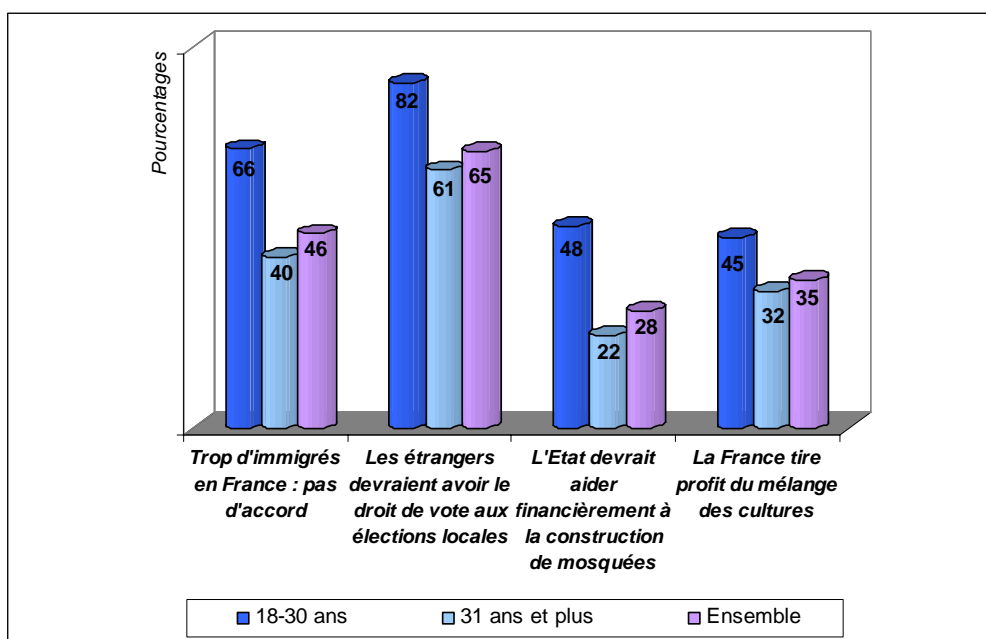
Graphique 4. Des valeurs universalistes et un libéralisme culturel plus accentués



Mais leur spécificité apparaît encore plus fortement s'agissant de leurs attitudes par rapport à la population immigrée. Les jeunes générations font preuve d'une acceptation de la réalité pluriculturelle de la société française nettement plus affirmée que dans le reste de l'opinion. Ils se montrent nettement plus ouverts aux autres et au mélange des cultures, et des écarts importants en ce qui concerne notamment l'intégration des populations immigrées les différencient de leurs aînés. Les deux tiers des 18-30 ans (66%) ne sont pas d'accord avec le fait que la France compte trop d'immigrés alors qu'ils ne sont qu'une minorité (40%) à partager la même opinion parmi les plus de 30 ans. De même le droit de vote des étrangers aux élections locales est unanimement défendu (82% des 18-30 ans sont pour contre 61% des 31 ans et plus). Ils sont aussi nettement plus nombreux à envisager favorablement le financement par l'Etat de la construction de mosquées sur le territoire français (48% contre seulement 22% des Français âgés de 31 ans et plus). Enfin, les différences culturelles sont davantage considérées comme une richesse que dans le reste de la population : 45% des 18-30 ans estiment que la France tire plutôt profit du mélange des cultures contre seulement 32% des 31 ans et plus.

Ouverture, tolérance, plus grande acceptation des populations immigrées, par ces dispositions assez fortement mises en avant dans les valeurs qu'ils sont amenés à mobiliser et à défendre, les jeunes Français semblent avoir assimilé et intériorisé positivement l'image d'une France pluriculturelle. Leur expérience scolaire, où leur a été donnée à voir une diversité de parcours culturels et d'antécédents familiaux, n'est sans doute pas étrangère à cette réalité. De ce point de vue, l'on ne peut que souligner les vertus du modèle d'intégration français.

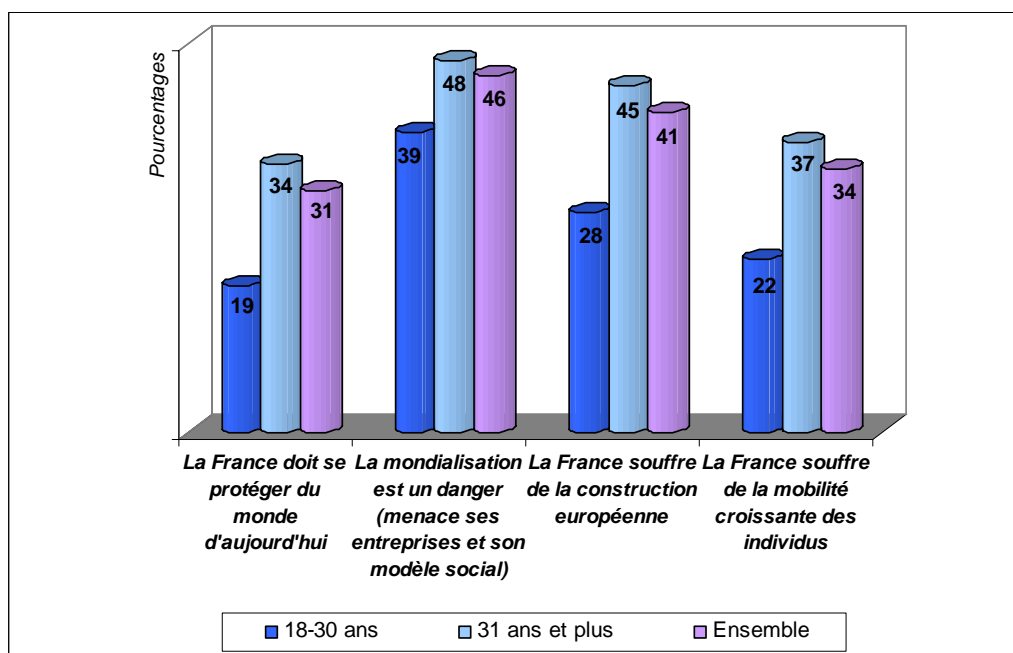
Graphique 5. Intériorisation et acceptation de la réalité pluriculturelle de la société française



La plus grande ouverture à l'autre qui caractérise les jeunes générations se retrouve aussi dans leur façon d'évaluer la place de la France dans le monde et face aux nouveaux enjeux définis par la globalisation des échanges et par la mondialisation. Moins inquiets par rapport aux populations immigrées, les jeunes le sont aussi nettement moins en ce qui concerne l'ouverture de la France sur le monde. S'ils sont porteurs de l'image d'une France pluriculturelle, ils ont aussi accepté l'idée d'une France intégrée dans la globalisation des échanges à l'échelle mondiale. Ainsi lorsqu'un tiers des Français considère que la France doit se protéger du monde d'aujourd'hui (31%), les 18-30 ans ne sont plus que 19% à partager cette même opinion. Lorsque près de la moitié des Français âgés de plus de 30 ans (48%) jugent la mondialisation comme un danger, menaçant ses entreprises et son modèle social, les 18-30 ans, même s'ils restent assez mitigés sur cette question, ne sont plus que 39% à partager cette même crainte.

Leurs attitudes à l'égard de la construction européenne et de la mobilité croissante des individus au sein de l'Union Européenne sont plus positives que celles de leurs aînés. Alors que 45% des Français âgés de plus de 30 ans estiment que la France souffre de la construction européenne, ils ne sont plus qu'un petit tiers (28%) à partager le même diagnostic parmi les 18-30 ans. Alors qu'un gros tiers des plus de 30 ans (37%) considère que la France souffre de la mobilité des individus au sein de l'Union Européenne, les 18-30 ans ne sont plus que 22% à exprimer le même avis.

Graphique 6. Moins de craintes par rapport à la mondialisation, ouverture sur le monde et sur la globalisation des échanges



Dernier trait qui témoigne d'une spécificité des jeunes générations, leurs préférences partisans et leurs choix politiques. Celles-ci expriment à la fois une sensibilité plus marquée que parmi leurs aînés pour les Verts, une certaine fidélité à la gauche plurielle et à son ancien leader Lionel Jospin, ainsi qu'une recherche de radicalité s'exprimant dans un attrait plus affirmé pour Olivier Besancenot.

Plus de quatre jeunes sur dix (43%) ne se classent pas entre la gauche et la droite, soit 8 points de plus que les Français âgés de 31 ans et plus (35%), et parmi les autres orientations l'on doit noter quelques inflexions : un léger surcroît de positionnements de gauche (30% contre 27%), moins de positionnements de droite (15% contre 21%), enfin un nombre sensiblement équivalent de positionnements au centre (12% contre 15%). Considérée dans son ensemble l'orientation politique des jeunes n'apparaît donc pas très différente de celle qui prévaut au sein de la population française. En revanche, leurs choix parmi les personnalités politiques auxquelles ils accordent leur sympathie et pour lesquelles ils auraient une chance de voter, marquent des écarts significatifs par rapport à ceux de leurs aînés.

Parmi les personnalités de gauche, il en est deux à être plus souvent créditées d'images positives de la part des jeunes générations que dans le reste de la population, Lionel Jospin et Olivier Besancenot. Le premier arrive en troisième position, juste après Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal, parmi les personnalités dont ils se sentent le plus proches, et 76% des 18-30 ans le trouvent sympathique (60% des Français âgés de 31 ans et plus). Il semble bénéficier d'un soutien et d'une estime qui font figure de réparation après la défaite de 2002 et le traumatisme électoral lié à la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour qui avaient tout particulièrement touché et impliqué les jeunes. Le capital de sympathie d'Olivier Besancenot est élevé, et particulièrement parmi les plus jeunes (73%, et 83% des 18-24 ans, contre 69% des Français de 31 ans et plus). Il arrive en quatrième position du palmarès des personnalités politiques dont les jeunes se sentent le plus proches (8% parmi les 18-30 ans, 11% parmi les 18-24 ans, contre 5% du reste des Français). Sa côte de popularité apparaît détachée de son affiliation partisane, la LCR, de laquelle seule une très faible minorité de jeunes se sent proche (3%) et déborde assez largement le seul cadre des sympathisants d'extrême-gauche.

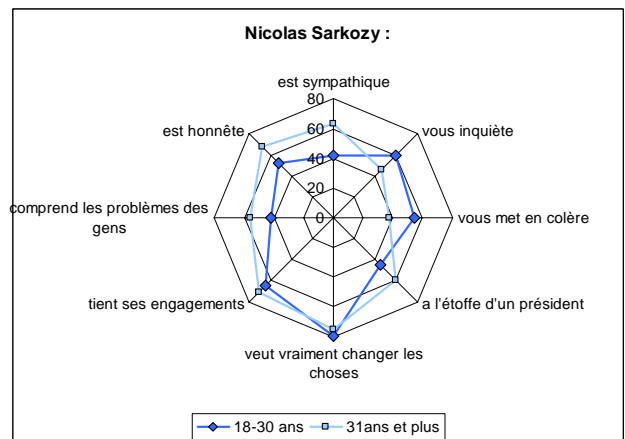
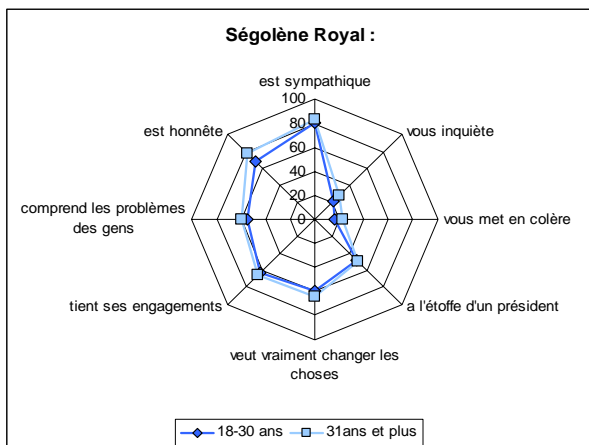
Ségolène Royal, arrive en seconde position parmi les personnalités dont les jeunes se sentent le plus proches. Elle est assez largement appréciée, et bien qu'un peu moins enthousiastes que l'ensemble des Français, leurs jugements à son égard se calent à peu près sur ceux de leurs aînés.

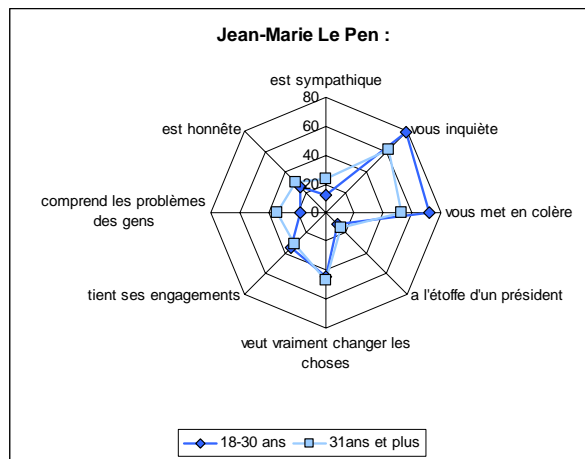
Parmi les personnalités de droite, bien que Nicolas Sarkozy s'impose comme une personnalité incontournable parmi les jeunes, et arrive en tête des personnalités dont ils se sentent le plus proches (19%), il suscite néanmoins davantage de réticences, d'inquiétude, et moins de sympathie que dans le reste de l'opinion. Alors que 63% des Français âgés de 31 ans et plus le trouvent sympathique, ils ne sont plus que 42% parmi les jeunes à lui accorder la même qualité. Et si ces derniers, comme une large majorité de Français, lui reconnaissent le fait qu'il tient ses engagements et qu'il veut vraiment changer les choses, il est nettement moins crédité d'images positives que dans l'ensemble de l'opinion.

Jacques Chirac bénéficie de la part des jeunes d'un soutien et d'un capital de sympathie un peu plus marqué que dans le reste de la population. Quant à Dominique de Villepin, l'on ne peut s'étonner que les traits d'image qui lui sont associés en plein conflit contre le CPE soient plus négatifs parmi les jeunes.

Enfin, la personnalité de Jean-Marie Le Pen suscite un rejet plus prononcé. Moins crédité de qualités que dans l'ensemble de l'opinion, il inquiète davantage (78% des 18-30 ans contre 61% des 31 ans et plus) et met en colère (72% des 18-30 ans contre 52% des 31 ans et plus) une très large majorité de jeunes.

Graphique 7 : Traits d'image associés à Ségolène Royal, Nicolas Sarkozy, et Jean-Marie Le Pen, comparant les 18-30 ans et les 31 ans et plus





L'examen des probabilités de vote des jeunes comparées à celles de leurs aînés confirme le jeu de ces affinités au sein de la classe politique française et permet de préciser la différenciation de leurs choix politiques.

Les deux personnalités qui arrivent en tête sont des socialistes. Ségolène Royal est classée première et confirme, y compris au sein de la jeunesse, sa côte de popularité actuelle particulièrement élevée, avec 48% de probabilités de vote parmi les 18-30 ans (44% parmi les Français âgés de 31 ans et plus). Lionel Jospin s'impose en seconde position et fait l'objet d'un choix nettement plus affirmé que parmi leurs aînés (42% contre 30%, soit 12 points d'écart).

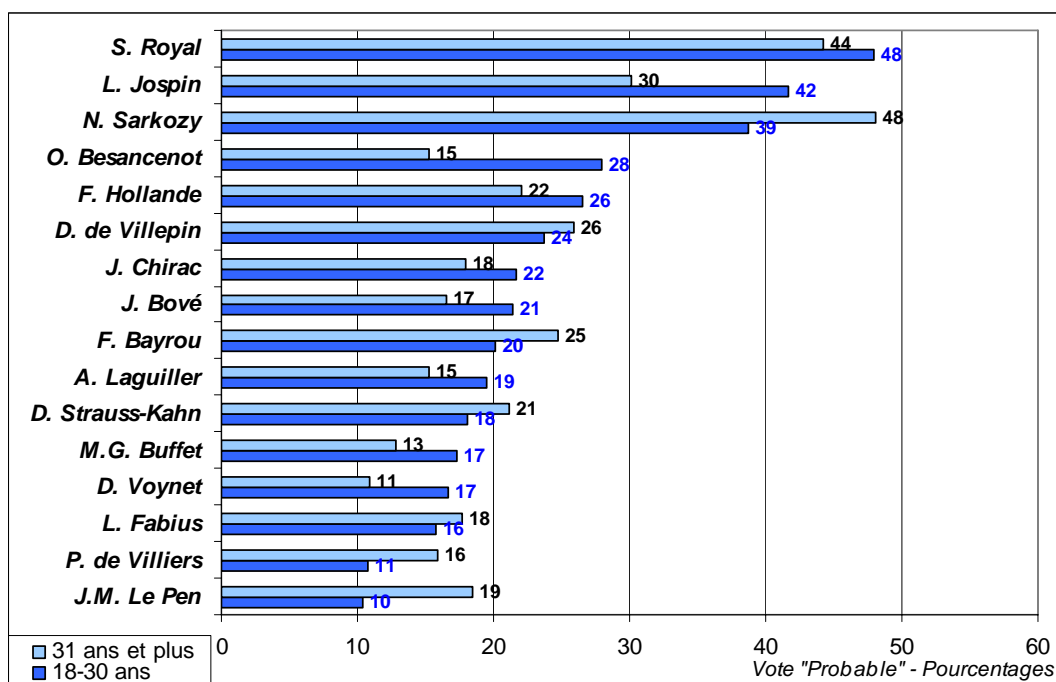
La troisième personnalité est Nicolas Sarkozy qui réunit 39% des probabilités de vote parmi les 18-30 ans, un score important le plaçant au premier rang des personnalités politiques de droite, mais moindre que parmi les Français plus âgés (48%). Le déficit d'images positives affecte son potentiel électoral au sein de la jeunesse.

Le quatrième dans la course est Olivier Besancenot, avec 28% de probabilités de vote parmi les 18-30 ans (contre 15% des 31 ans et plus, soit 13 points d'écart), et de façon encore un peu plus marquée parmi les 18-24 ans (31% contre 25% des 25-30 ans). Ce score confirme la recherche de radicalité d'une partie de la jeunesse, mais aussi sans doute une demande de renouvellement de la classe politique.

Les autres personnalités de gauche comme de droite ne s'imposent pas vraiment et n'enregistrent que de faibles écarts par rapport au potentiel électoral qu'elles peuvent avoir dans le reste de la population.

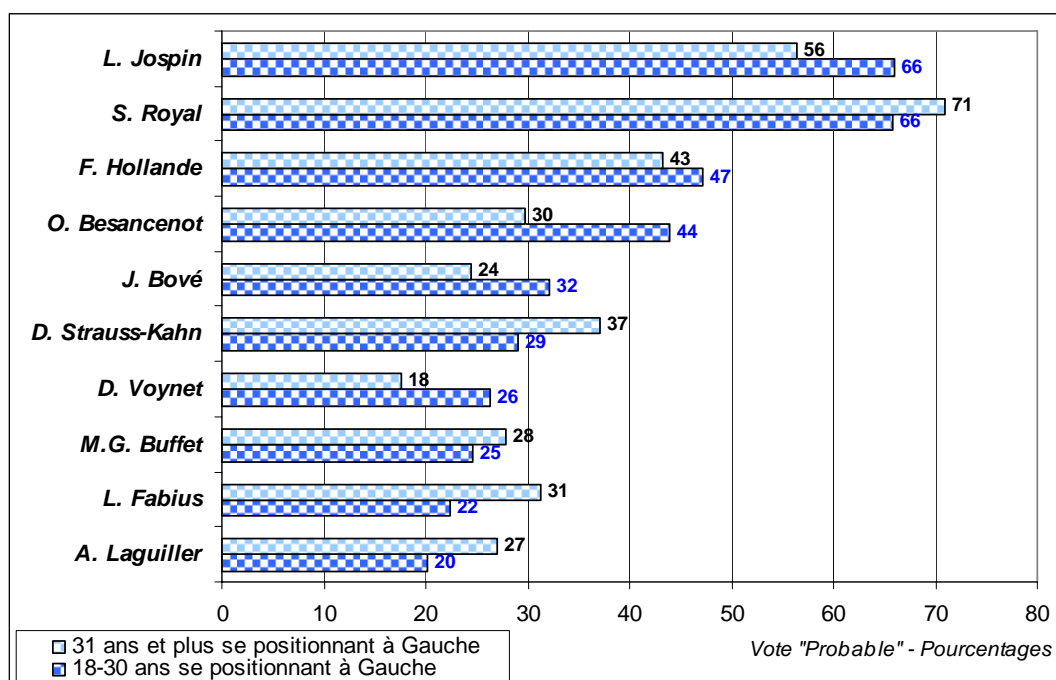
On remarquera la faiblesse de l'attraction de Jean-Marie Le Pen qui ne totalise que 10% de probabilités de vote parmi les 18-30 ans, soit un écart de 9 points par rapport au reste des Français (19%).

Graphique 8. Probabilités de vote des 18-30 ans comparés aux 31 ans et plus



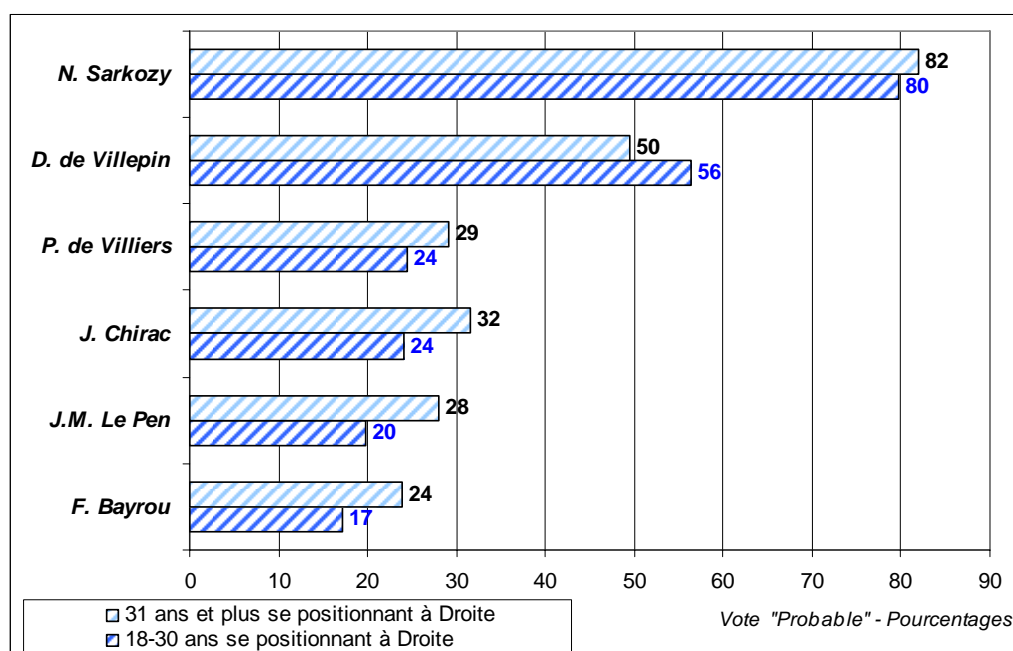
L'appréciation du potentiel électoral des personnalités de gauche parmi les jeunes se positionnant à gauche, permet de préciser les tendances évoquées précédemment. Tout en partageant pourtant le même camp politique, les 18-30 ans se distinguent assez nettement de leurs aînés. Tout d'abord, leur sympathie pour Lionel Jospin se confirme. Celui-ci recueille 66% de probabilités de vote, soit un score égalant celui enregistré par Ségolène Royal, qui reste néanmoins minoré par rapport à celui qu'elle obtient parmi les plus de 30 ans se positionnant à gauche (71%). Ensuite, leur attrait pour des candidats plus radicalisés à gauche. Olivier Besancenot enregistre 44% de probabilités de vote parmi les jeunes de gauche (30% parmi les 31 ans et plus de gauche) et José Bové 32% (24% parmi les 31 ans et plus de gauche). Enfin, une sensibilité pour les Verts plus affirmée au travers du choix de la personnalité de Dominique Voynet (26% des 18-30 ans de gauche contre 18% seulement des 31 ans et plus de gauche, soit un écart de 8 points en sa faveur).

Graphique 9. Probabilités de vote des 18-30 ans de gauche comparées à celles des 31 ans et plus de gauche



L'examen du potentiel électoral des personnalités de droite parmi les jeunes se positionnant à droite révèle tout d'abord l'importance du ralliement à la candidature de Nicolas Sarkozy (80% des 18-30 ans et 82% des 31 ans et plus se positionnant à droite). Il confirme ensuite le retrait plus marqué de leur attrait pour Jean-Marie Le Pen (20% de probabilités de vote contre 28% parmi les 31 ans et plus de droite). Enfin, il signale la difficulté pour François Bayrou de toucher les jeunes de droite (17% seulement de probabilités de vote, soit le plus faible potentiel électoral de toutes les personnalités de droite, contre 24% parmi les 31 ans et plus de droite). On signalera que parmi ces jeunes de droite la probabilité de voter pour Ségolène Royal est significative et prend même le pas sur celle qui concerne François Bayrou (18% contre 17%). Un résultat qui confirme bien l'importance du potentiel électoral, débordant assez largement le seul camp de la gauche, de la candidate.

Graphique 10. Probabilités de vote des 18-30 ans de droite comparées à celles des 31 ans et plus de droite



Les probabilités de vote des jeunes ne se positionnant ni à gauche ni à droite ou se classant au centre ne révèlent pas de différences particulièrement significatives et confirment les grandes tendances établies précédemment. La palette des choix est plus large, et l'on retrouve les grands candidats, Ségolène Royal, Lionel Jospin et Nicolas Sarkozy, en tête des préférences. François Bayrou rencontre cependant un certain écho électoral parmi les jeunes centristes. Même parmi des jeunes dont les choix politiques apparaissent moins structurés et potentiellement plus fluctuants, la tentation d'une certaine radicalité à gauche transparaît davantage que parmi leurs aînés. 27% des 18-30 ans ni de gauche ni de droite, 19% des 18-30 ans centristes pourraient voter pour Olivier Besancenot (contre respectivement 14% parmi les 31 ans et plus ni de gauche ni de droite et 9% parmi les 31 ans et plus centristes). Il en est de même pour Marie-Georges Buffet (respectivement 18% et 14% parmi les 18-30 ans ni de gauche ni de droite et les 18-30 ans centristes). Enfin la personnalité de Jean-Marie Le Pen rassemble plutôt moins ces jeunes que leurs homologues plus âgés.

3- Une jeunesse traversée par des fractures sociales et politiques

Le portrait dressé jusqu'à présent donne à voir l'image d'une jeunesse française se retrouvant sur un certain nombre d'attitudes et de comportements et partageant certaines réponses politiques. Mais ces traits générationnels communs doivent aussi être reconsidérés à l'aune des différentes situations d'insertion sociale auxquelles sont confrontés les jeunes dans la France d'aujourd'hui. L'expérience de la jeunesse n'est ni socialement, ni culturellement, ni économiquement univoque. Elle est traversée par des clivages sociaux, et notamment ceux qui sont entretenus par le niveau de qualification et de diplôme, ainsi que par des clivages politiques, qui ne sont d'ailleurs pas nécessairement différents de ceux que l'on retrouve à l'échelle de la société française.

Des fractures sociales

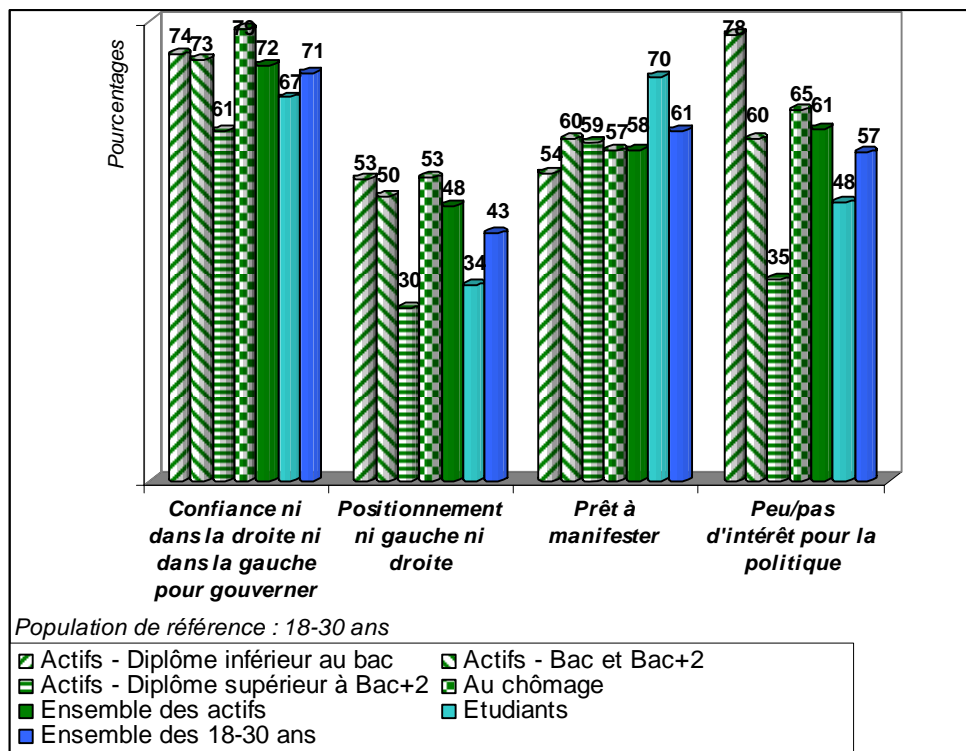
Le niveau de diplôme et le rapport à l'emploi sont décisifs et sont à l'origine d'écarts d'opinion significatifs entre les différentes catégories de la jeunesse. Selon les profils scolaires et professionnels, les interprétations de la situation sociale et politique peuvent varier, et déboucher sur des réponses politiques sensiblement différentes. Sur un certain nombre d'attitudes et de traits de comportement caractéristiques jeunesse scolarisée et jeunesse non scolarisée se différencient assez nettement.

La plupart des jeunes, sept sur dix, partage une même défiance à l'égard de l'ensemble de la classe politique, sans différences vraiment significatives entre les diplômés et les non diplômés, entre les actifs et les étudiants, -ce qui montre bien l'étendue et la profondeur de la crise de la représentation politique-. En revanche selon leur profil scolaire et professionnel leurs attitudes et leurs comportements politiques connaissent des différences importantes qui opposent les jeunes actifs, et surtout les jeunes actifs non diplômés, aux étudiants. Comme une réponse à cette absence de confiance politique, et dépassant même le niveau déjà élevé qu'il connaît dans l'ensemble de la population, un fort potentiel protestataire s'impose dans toutes les catégories de la jeunesse. Mais les étudiants se distinguent par une disposition à la manifestation tout particulièrement élevée, 70% d'entre eux se disent prêts à y participer pour défendre leurs idées ; parmi les jeunes actifs peu ou pas diplômés ils ne sont plus que 54%, une proportion qui reste néanmoins importante. Dans une période de contestation active contre le CPE, et même si les étudiants apparaissent plus dynamique dans le mouvement, ces chiffres témoignent d'une large diffusion de la protestation au sein de la jeunesse.

Si 43% de l'ensemble des 18-30 ans ne se positionnent pas entre la gauche et la droite, les actifs sont plus nombreux dans ce cas (48%), et tout particulièrement les actifs peu ou pas diplômés (53%) ainsi que les chômeurs (53%). Les étudiants sont très nettement moins nombreux (34%), et donc plus enclins que les autres à se rallier aux camps politiques de la droite (19%) et surtout de la gauche (33%). De même, si une majorité de jeunes se sent peu ou pas concernée par la politique (57%), les étudiants sont moins nombreux dans ce cas (48%) tandis que les actifs disposant d'un diplôme inférieur au bac accusent une indifférence nettement plus marquée (78%).

Cette première évaluation du rapport des jeunes à la politique révèle bien des dispositions différenciées selon les situations scolaires et professionnelles. Les principaux signes de la crise de la représentation politique, généralisation de la défiance et montée de la protestation, touchent l'ensemble des jeunes. Mais les étudiants manifestent les signes d'une politisation plus active et davantage orientée à gauche tandis que les jeunes actifs, et tout particulièrement les chômeurs et ceux qui sont peu ou pas diplômés, restent plus distants et moins intégrés au jeu politique.

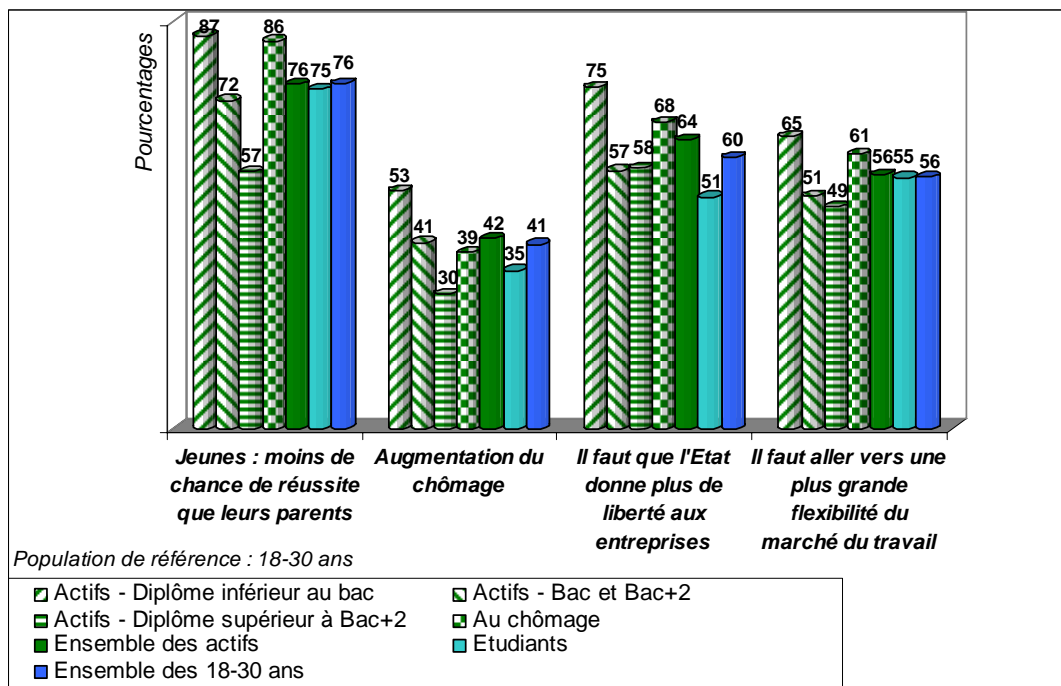
Graphique 11. Le rapport à la politique des actifs et des étudiants



L'appréciation de la situation économique et sociale ainsi que l'évaluation des réformes ou des solutions à apporter révèlent des avis là encore contrastés. Les jeunes actifs peu ou pas diplômés accusent une inquiétude tant en ce qui concerne la projection de leur avenir personnel que l'augmentation du chômage nettement plus prononcée que dans les autres catégories de la jeunesse. Si le pessimisme des étudiants doit être souligné, les trois quarts d'entre eux (75%) considérant que les jeunes d'aujourd'hui ont moins de chance de réussite que leurs parents, celui-ci atteint des seuils records parmi les jeunes actifs peu ou pas diplômés et parmi les chômeurs (respectivement 87% et 86%). La question du chômage au travers du constat de son augmentation préoccupe aussi davantage les actifs que les étudiants (42% contre 35%) et encore plus fortement les actifs peu ou pas diplômés (53%).

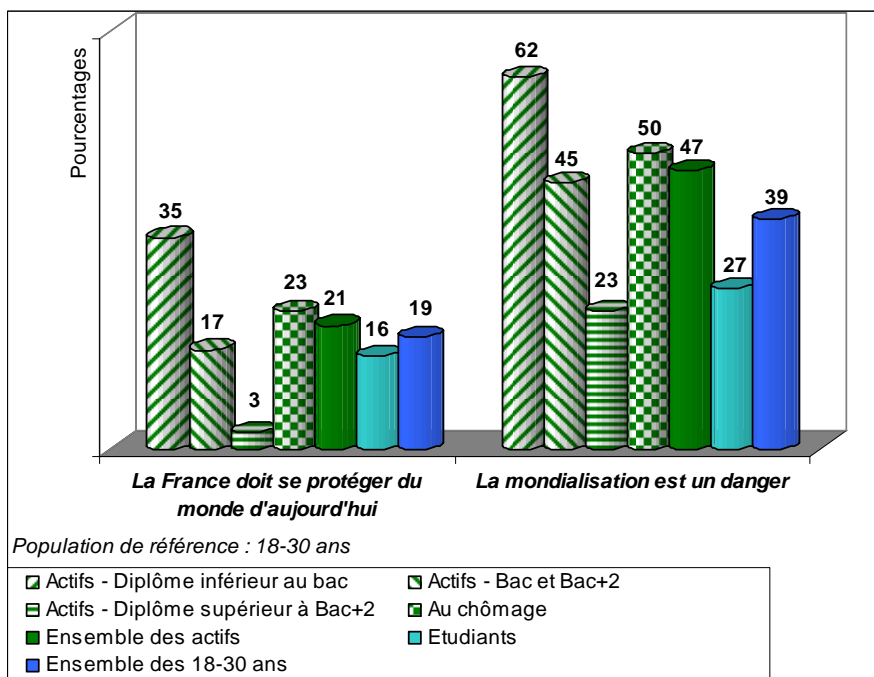
Ces niveaux d'inquiétude traduisent l'ampleur du malaise social évoqué précédemment, mais ils s'accompagnent aussi de demandes de solution, notamment de la part des actifs les moins qualifiés et les plus touchés par le chômage et la question de l'emploi. Ainsi les trois-quarts des actifs peu ou pas diplômés (75%) considèrent que l'Etat doit donner plus de liberté aux entreprises et les deux tiers (65%) qu'il faut aller vers une plus grande flexibilité du marché du travail. Mais ces réformes recueillent aussi les avis favorables d'une large majorité de jeunes quel que soit leur profil scolaire et professionnel. On remarquera que les étudiants, même s'ils sont les moins nombreux à adhérer à cette opinion, apparaissent majoritairement acquis au fait qu'il faut donner plus de liberté aux entreprises (51% contre 64% des jeunes actifs). Mais surtout, en pleine crise du CPE, ils sont aussi une majorité à penser qu'il faut aller vers une plus grande flexibilité du marché du travail, ce dans des proportions équivalentes à celles des jeunes actifs (55% contre 56%).

Graphique 12. L'appréciation de la situation sociale et économique des actifs et des étudiants



Enfin, nous avons souligné précédemment les attitudes plus positives et moins craintives des jeunes à l'égard de la mondialisation et de la globalisation des échanges que dans le reste de la population française. Ce trait générationnel spécifique connaît toutefois des lignes de fracture assez prononcées entre les différentes catégories de la jeunesse. Si les étudiants se donnent à voir comme les plus ouverts et les plus confiants, il n'en est pas de même parmi les jeunes actifs, et ce d'autant plus qu'ils sont peu diplômés et peu qualifiés. Pour ces derniers, la mondialisation est perçue d'abord comme menaçante et la réponse protectionniste apparaît assez largement répandue. Plus du tiers d'entre eux (35%) considère que la France doit se protéger du monde d'aujourd'hui (seulement 16% des étudiants et 21% de l'ensemble des jeunes actifs). Près des deux tiers (62%) pensent que la mondialisation est un danger (27% seulement des étudiants et 47% de l'ensemble des jeunes actifs).

Graphique 13. Les attitudes à l'égard de la mondialisation des actifs et des étudiants



Les étudiants et les jeunes actifs s'accordent de façon plus ou moins similaire sur un certain nombre de diagnostics, un même pessimisme à l'égard de l'avenir, la nécessité de réformes pour réduire le chômage, un même niveau de défiance à l'égard des gouvernants. En revanche, ils n'envisagent pas les effets de la mondialisation de la même façon et n'adoptent pas non plus les mêmes réponses politiques. Et dans ces divergences, les jeunes actifs peu ou pas diplômés affirment une singularité qui se retrouve aussi dans leur perception des personnalités politiques dans la course en vue des échéances électorales de 2007.

Des fractures politiques

Cela a été noté précédemment, appréciées à partir des probabilités de vote, les trois personnalités qui arrivent en tête parmi les 18-30 ans, quel que soit leur profil scolaire et professionnel, sont Lionel Jospin, Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy. Si le premier connaît un assentiment similaire au sein des différentes catégories de la jeunesse, en revanche les deux autres obtiennent des scores plus contrastés. Nicolas Sarkozy enregistre une probabilité de vote de plus de la moitié des jeunes actifs peu ou pas diplômés (51% contre 41% de l'ensemble des jeunes actifs et seulement 35% des étudiants), soit de loin et de tous les candidats le score de plus élevé. Les étudiants créditent davantage Ségolène Royal (49% contre 46% de l'ensemble des jeunes actifs et seulement 39% des jeunes actifs peu ou pas diplômés). Lionel Jospin attire à lui de façon assez consensuelle toutes les catégories de la jeunesse.

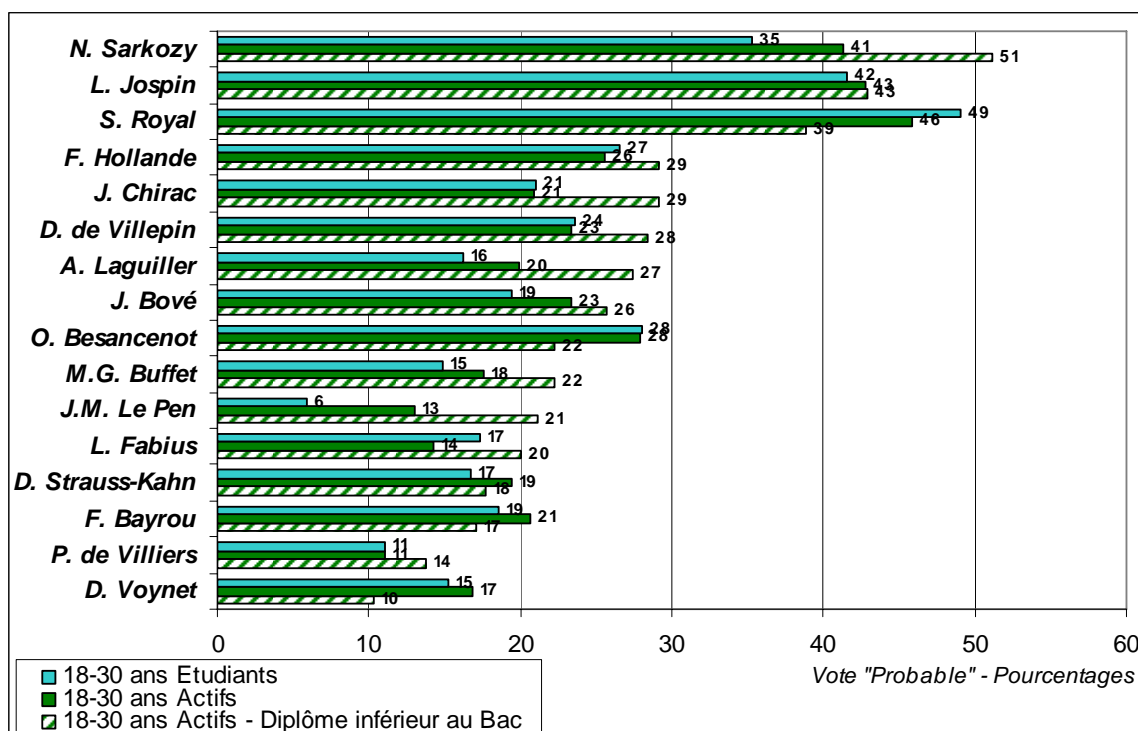
Parmi les autres grands candidats, on retiendra que François Hollande, Jacques Chirac et Dominique de Villepin ou encore Laurent Fabius enregistrent davantage de probabilités de vote parmi les jeunes actifs peu ou pas diplômés que parmi les autres actifs et les étudiants.

Selon les profils scolaire et professionnel, les personnalités pouvant incarner un vote protestataire ne sont pas les mêmes. Les jeunes actifs n'ayant pas le bac se distinguent par un choix assez éclectique : 27% pourraient voter Arlette Laguiller (20% de l'ensemble des

jeunes actifs et seulement 16% des étudiants), 26% José Bové (23% de l'ensemble des actifs et 19% des étudiants), 22% Marie-Georges Buffet (18% de l'ensemble des jeunes actifs et 15% des étudiants), encore 22% Olivier Besancenot, enfin 21% Jean-Marie Le Pen (13% de l'ensemble des jeunes actifs et seulement 6% des étudiants).

Du côté des étudiants, les choix protestataires apparaissent nettement plus ciblés et plus restreints. Ils sont plus concentrés sur la personnalité d'Olivier Besancenot (28%, soit un score identique à celui que l'on trouve pour l'ensemble des jeunes actifs) et apparaissent très nettement en retrait par rapport à ceux des jeunes actifs en ce qui concerne les autres candidats.

Graphique 14. Les probabilités de vote des actifs et des étudiants



Ainsi fractures sociales et fractures politiques ont-elles partie liée. Dans la perspective des échéances électorales de 2007, les jeunes semblent avoir assez clairement identifié les principaux candidats dans la course. La part des votes protestataires n'est pas négligeable, elle apparaît à la fois plus forte et plus composite au sein des jeunes actifs peu ou pas diplômés qui pourront se mobiliser à la fois sur l'extrême gauche et sur l'extrême droite, tandis que les étudiants apparaissent dans l'ensemble plus en retrait de la tentation protestataire, excepté l'écho important rencontré par Olivier Besancenot dans cette catégorie.

Des fractures politiques se font aussi sentir en fonction des orientations idéologiques des jeunes. Selon leurs positionnements, de gauche, de droite, du centre ou ni de gauche ni de droite, leurs attitudes et leurs comportements politiques ainsi que l'ensemble de leurs opinions sur les questions examinées jusqu'à présent connaissent là encore des variations significatives.

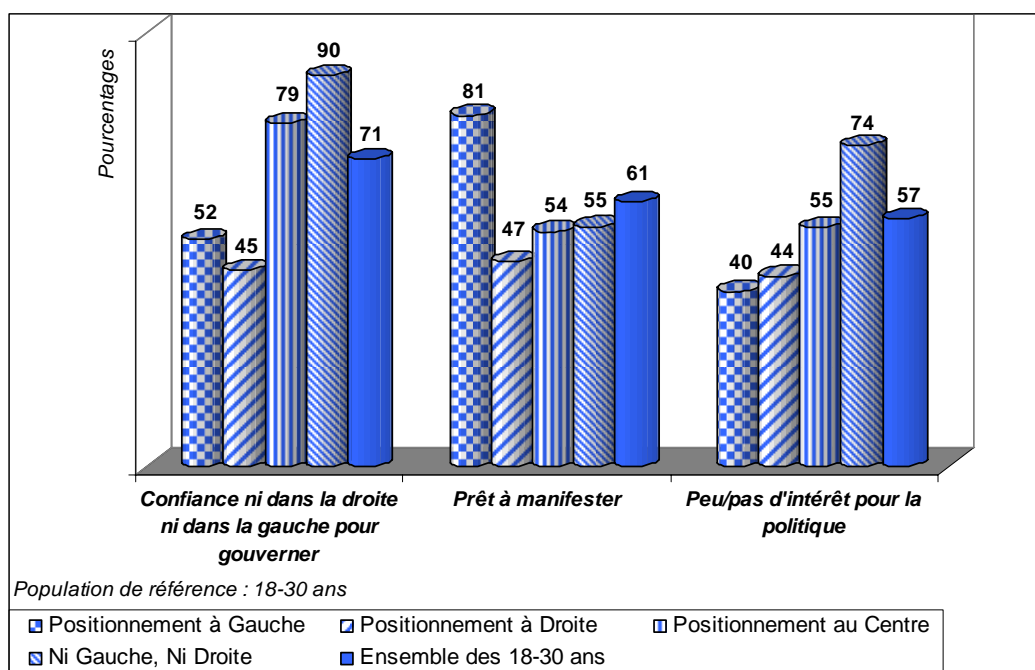
Sans surprise les jeunes ni de gauche ni de droite se montrent les plus éloignés de la politique. Le niveau de défiance à l'égard des camps politiques de la droite et de la gauche atteint un record et frôle l'unanimité (90% contre 71% de l'ensemble des 18-30 ans), et leur absence

d'intérêt pour la politique est aussi particulièrement élevée (74% contre 57% de l'ensemble des 18-30 ans). Toutefois, leur distance à l'égard de la politique s'accompagne d'un potentiel protestataire non négligeable, puisque plus de la moitié d'entre eux (55%) se déclarent prêts à participer à une manifestation.

Les jeunes signifiant une appartenance à la gauche ou à la droite sont plus politisés. Ils se montrent davantage intéressés par la politique et le niveau de leur défiance à l'égard de la classe politique apparaît moins élevé, tout particulièrement parmi les jeunes se positionnant à droite (45% n'ont confiance ni dans la gauche ni dans la droite pour gouverner contre 52% de ceux qui se positionnent à gauche). Les jeunes de gauche témoignent du potentiel protestataire de loin le plus élevé (81%), néanmoins l'on constatera qu'une proportion importante de jeunes se réclamant de la droite, pourtant peu encline à la culture de la contestation, se dit aussi prête à participer à une manifestation (47%). Une preuve supplémentaire de l'importance de la disposition protestataire des jeunes français dans le contexte de crise et de mobilisation que le pays vient de traverser.

Les jeunes centristes expriment sur bien des aspects des attitudes intermédiaires qui révèlent à la fois la singularité politique de leur positionnement par nature plus modéré, mais aussi une certaine indétermination et des opinions moins structurées qui peuvent les rapprocher de ceux qui ne se classent ni à gauche ni à droite.

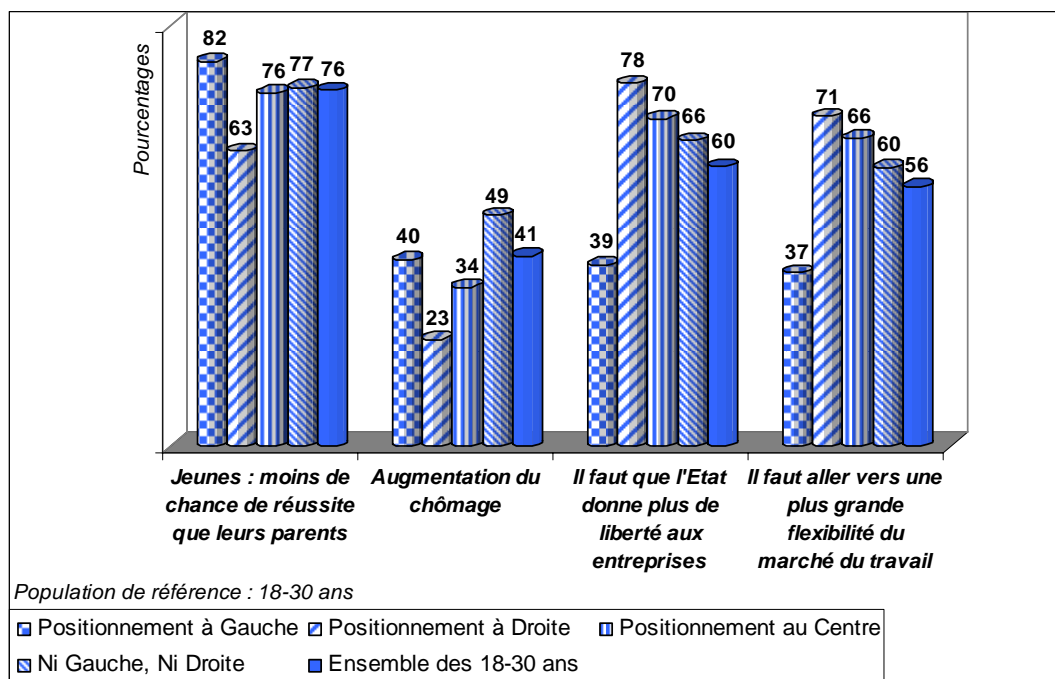
Graphique 15. Le rapport à la politique selon les positionnements politiques



Sur toutes les dimensions concernant la situation économique de la France, l'augmentation du chômage ou encore la perception de la mondialisation, les jeunes de droite se montrent nettement moins pessimistes et moins inquiets que les jeunes de gauche. Ils accèdent moins souvent le fait que les jeunes aient moins de chances de réussite que leurs parents (63% contre 82% des jeunes de gauche), sont moins nombreux à considérer que le chômage est en augmentation (23% contre 40% des jeunes de gauche), et ils dénoncent moins fréquemment la mondialisation comme un danger pour la France (22% contre 43% des jeunes de gauche).

Mais surtout les uns et les autres diffèrent de façon significative quant aux réformes à mener pour réduire le chômage. Tandis que 78% des jeunes de droite considèrent que l'Etat doit donner plus de liberté aux entreprises et 71% qu'il faudrait un marché du travail plus flexible, les jeunes de gauche se montrent en grande majorité hostiles à ce type de mesures, et ne sont plus respectivement que 39% et 37% à exprimer leur accord. Sur les enjeux économiques le clivage gauche-droite apparaît toujours très structurant.

Graphique 16. Evaluation de la situation de l'emploi et du chômage selon les positionnements politiques



La jeunesse française ne peut donc être considérée comme un bloc homogène face aux échéances électorales de 2007, ni socialement ni politiquement. Si le malaise social et politique est assez largement ressenti et partagé, si le pessimisme est de rigueur, et si la tentation protestataire concerne toutes les jeunes, ceux-ci n'affectent pas au même degré toutes les catégories de jeunes et surtout peuvent ne pas déboucher sur les mêmes réponses politiques et électorales.

Un premier type de réponse s'exprimant dans le cadre institutionnel et partisan classique, et ce malgré le climat dominant de défiance à l'égard de la classe politique, concerne une fraction importante de la jeunesse. Cela doit être noté. Il se porte sur les grands candidats en lice. Si Nicolas Sarkozy rencontre plus de réticences dans la jeunesse étudiante, en revanche parmi les jeunes actifs et tout particulièrement les jeunes actifs peu ou pas diplômés, il suscite un réel attrait. Lionel Jospin et Ségolène Royal semblent disposer d'un potentiel électoral plus large et plus consensuel.

Un second type de réponse s'inscrit dans la logique protestataire. Il concerne une fraction non négligeable de la jeunesse, mais loin d'être dominante. Les jeunes actifs, et particulièrement les jeunes actifs peu ou pas diplômés, peuvent se mobiliser tant à l'extrême gauche qu'à l'extrême droite et utiliser l'ensemble du spectre de candidats associés au vote protestataire. En revanche, ce type de réponse parmi les étudiants reste davantage cantonné à la personnalité d'Olivier Besancenot.

Il reste un troisième type de réponse relevant de l'indifférence et de la distance à l'égard du jeu politique et pouvant se solder par une abstention importante, et ce d'autant plus parmi les jeunes dont les choix politiques sont peu affirmés et peu structurés.

Conclusion et synthèse

La première vague du BPF fait ressortir un certain nombre de traits caractéristiques et relativement constants depuis un certain nombre d'années du rapport des jeunes français à la politique. Ils donnent à voir à nouveau les symptômes d'une profonde crise de la représentation politique, articulant à la fois un fort niveau de défiance et un fort niveau de protestation. Ils rappellent les fractures sociales et politiques qui traversent la jeunesse organisées notamment par le niveau de diplôme et la situation face à l'emploi. Enfin, ils montrent dans les jeunes générations l'acceptation et l'intériorisation de la société pluriculturelle française ainsi qu'une plus grande ouverture face aux nouveaux enjeux définis par la globalisation des échanges à l'échelle mondiale.

Mais cette première vague d'enquête met en évidence aussi certains traits nouveaux, dont les conséquences politiques peuvent être plus imprévisibles. Tout d'abord le fort pessimisme, que les jeunes partagent avec leurs aînés et l'ensemble des Français, quant à l'avenir de leur situation personnelle mais aussi du pays, est préoccupant. La perte de confiance de la jeunesse quant à son potentiel de chance et de réussite marque une aggravation du malaise social dont la France souffre depuis un certain nombre d'années.

Comme en écho de cette inquiétude, les jeunes sont demandeurs de réformes et d'interventions pour lever certains points de blocage face au problème de l'emploi. Et l'on retiendra qu'en plein mouvement de contestation contre le CPE, ils sont une majorité à souhaiter une plus grande flexibilité du marché du travail et plus de liberté aux entreprises. Plus qu'un paradoxe ou une contradiction, ce résultat signe l'exaspération d'une génération face à l'impuissance de la classe politique à résoudre le problème du chômage dont elle est la première à accuser les effets et à assumer les conséquences.

Anne Muxel
Avec la collaboration de Viviane Le Hay